

SOUS-COMMISSION DEPARTEMENTALE
DE SECURITE ERP-IGH

REFERENCES A RAPPELER :
SDIS/SDP/JMT/MLD/N°3179

Périgueux, le 20 décembre 2023

SEANCE DU 20 DECEMBRE 2023

Procès-verbal destiné à :

**Monsieur le président de la Communauté d'Agglomération
BERGERACOISE**

dossier n°	commune	activité	dénomination	classement	
				type	catégorie
6	GARDONNE	Gymnase	COMPLEXE FERNAND MOURGUE	X, R, L	3

identifiant	adresse	procédure	demandeur
E194.05808	Lieu-dit Le Grand Paysse	PERMIS DE CONSTRUIRE 2419423D0012 AUTORISATION DE TRAVAUX 2419423D0001	COMMUNE

MEMBRES DE LA COMMISSION AVEC VOIX DELIBERATIVES, PRESENTS :

- Mme Mazeau, cheffe du service interministériel de défense et de protection civiles, présidente ;
- M. le commandant Laguarrigue, chef du service départemental de prévention, représentant le directeur départemental du service d'incendie et de secours de la Dordogne ;
- M. l'adjudant- chef Theodore, représentant le colonel, commandant de groupement de gendarmerie de la Dordogne ;
- Mme le brigadier-chef Coupez, représentant le directeur départemental de la sécurité publique ;
- M. Jeammet, représentant le directeur départemental des territoires ;
- Avis favorable délivré par le maire de la commune ;

RAPPORT D'ETUDE DU DIRECTEUR DEPARTEMENTAL DES SERVICES D'INCENDIE ET DE SECOURS

PRESENTATION DU PROJET :

Extension d'un gymnase pour une mise aux normes du terrain de basket.

- ♦ Niveau : 1
- ♦ Destination des locaux :
 - * 1 aire de jeux (608 m²), 1 salle de répétition (120,31 m²), 5 salles de classes (école de musique), 1 salle de réunion (29,29 m²).
- ♦ Effectif :

- public :	627 personnes
- personnel :	4 personnes
Soit au total :	631 personnes
- ♦ Classement : types X, R et L / 3^{ème} catégorie.

PRESCRIPTIONS :

1/ - Code de la construction et de l'habitation :

1.1/ - Respecter les dispositions prévues à la notice de sécurité du 4 octobre 2023 établie par le maître d'ouvrage [art. R 143-22].

1.2/ - Demander au maire de la commune l'autorisation d'ouverture. Veiller à ce que le maire autorise l'ouverture par arrêté pris après avis de la commission de sécurité compétente [art. R 143-39].

2/ - Règlement de sécurité :

Les dispositions de l'arrêté du 25 juin 1980 modifié portant règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et celles des arrêtés du 4 juin 1982 et du 12 décembre 1982 modifié contenant les dispositions particulières concernant les types X, R et L seront observées.

En particulier :

Les installations techniques seront vérifiées par un organisme de contrôle agréé [art. GE 7].

3/ - Ressources en eau :

Mettre à disposition des secours un point d'eau incendie fournissant les moyens en eau définis dans le règlement départemental de la DECI (arrêté préfectoral du 20 juin 2018).

Pour mémoire :

Les moyens assurant les ressources en eau pour la défense contre l'incendie devront être constitués par un point d'eau incendie normalisé de 100 mm délivrant un débit de 60 m³/heure pendant 2 heures au moins et situé à 200 m au plus du projet par voie carrossable. Si les canalisations existantes ne permettent pas le respect de cette prescription, il pourra être créé une réserve artificielle de 120 m³ d'un seul tenant (ou de capacité réduite du double du débit horaire de l'appoint si la réserve est alimentée par un réseau de distribution). Celle-ci pourra être remplacée par un point d'eau naturel (cours d'eau, étang) à condition qu'en toute saison il puisse fournir 120 m³.

AVIS DE LA SOUS-COMMISSION DEPARTEMENTALE DE SECURITE ERP-IGH

Après avoir délibéré, les membres de la sous-commission départementale de sécurité ERP-IGH émettent *un avis favorable* à la délivrance du permis de construire et de l'autorisation de travaux présentés au dossier, sous réserve de la stricte exécution des prescriptions mentionnées dans le rapport d'étude du directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Dordogne.

La présidente,
cheffe du service interministériel
de défense et de protection civiles,



Stéphanie MAZEAU